



# 4 Bonnes raisons

d'agir et de manifester le 27 mai

Est-ce fatal qu'en Europe l'âge du départ à la retraite soit repoussé ?

Non - les déficits publics dans chaque pays vont avec la crise devenir le nouveau terrain de jeux des capitalistes. Par ce biais ils font payer la crise aux salariés en diminuant les emplois publics, les droits sociaux.

Défendre le droit à la retraite à 60 ans à taux plein c'est freiner cette mécanique infernale.

Ce qui se passe en Grèce peut-il arriver en France ?

L'intervention cynique, du FMI et de l'Union Européenne, alourdit la dette avec les taux d'intérêt pratiqués. Le traité que nous avons refusé, interdit à la Banque Centrale Européenne ou aux Etats de prêter à 1% à un Etat en déficit, par contre les banques privées peuvent "se gaver" sur les dettes des Etats !!

Les gouvernements se dotent d'agences de notation (milices privées qui travaillent pour les spéculateurs) qui désignent au fur et à mesure les états à montrer du doigt.

Le seul moyen pour mettre fin à la spéculation, c'est d'imposer la cure d'austérité pour les financiers et non pour les peuples.

Oui l'austérité ça se combat, les déficits publics ne sont pas une fatalité, le peuple grec a raison et nous avons des raisons d'agir le 27 mai.

Augmenter les salaires, créer des emplois, développer une véritable politique industrielle, des services publics de qualité, c'est l'inverse de ce que patronat et Gouvernement préconisent au nom de la compétitivité.

Au nom de la compétitivité ils ont fabriqué cette crise. Depuis 25 ans, ils opposent salaire à emploi, résultat le travail est dévalorisé et la souffrance augmente.

Cette spirale doit être stoppée et une autre répartition des richesses doit être mise en place, c'est indispensable pour améliorer la situation économique et les finances publiques.

Le Gouvernement a fixé un calendrier et une méthode de concertation pour les retraites pour légiférer en septembre, est-ce si urgent ?

Non - il y a un problème de financement des retraites qui est réel, mais qui ne nécessite pas une telle urgence. Le catastrophisme du rapport du Conseil d'orientation des retraites, l'absence de réelles négociations avec les organisations syndicales en séances plénières prouvent que l'État souhaite faire payer l'addition aux salariés et aux retraités.

Or c'est aux spéculateurs de payer. Sur un problème de choix de société tel que la retraite, il devrait y avoir un vrai débat démocratique.

Actuellement 12 % du produit intérieur Brut est consacré au financement.

## L'ensemble des propositions que porte l'intersyndicale :

- Retraite à 60 ans.
- Reconnaissance de la pénibilité pour un départ anticipé.
- Garantie du droit au montant des pensions au moins égale à 75% du salaire, en aucun cas inférieure au Smic pour une carrière complète.
- Arrêt de l'allongement de durée de cotisation.
- Prise en compte dans le calcul de la pension des périodes de recherche d'emploi, de précarité, d'apprentissage, des périodes d'études...

Ces propositions demandent de consacrer d'ici 2040,  
6 % du PIB supplémentaires, soit 0.2 % supplémentaire par an.  
C'EST POSSIBLE !

Le 27 mai dans l'unité,

Les organisations syndicales appellent à agir  
pour peser sur les salaires, l'emploi, les retraites,  
les services publics... Il faut faire du neuf !

Partout mettre en débat la grève  
et participer en masse à la manifestation.

**TOULON, 10 H., PLACE DE LA LIBERTE**